

Lesbian & Gay Pride :

1969-2009 : Fier-e-s de nos luttes, à quand l'Égalité réelle ?

♂♂ 20 juin 2009 ♀♀

Lesbian & Gay Pride



Gays, lesbiennes, trans, Bi, hétéros : tous égaux!

Rassemblement :
14h00
Place St Sever

Samedi 20 Juin

Rouen, Place St Sever - 14h

1969-2009, 40 années d'Histoire, 40 années de LUTTES

Que devons nous à la révolte de folles, de tapins, de transsexuels et de drag-queens dans la nuit du 28 juin 1969, au Stonewall Inn, bar gay de New York, face à la répression homophobe de la police ? Ces émeutes sont le point de départ de l'Histoire contemporaine de nos Communautés, le symbole d'une révolution internationale, marquant le début de notre véritable visibilité : à la honte s'est substituée la fierté gay, la gay pride. Notre marche est donc une commémoration de ces événements dans la continuité du « Christopher Street Day Libération ».

40 ans pendant lesquels nos mobilisations se sont organisées : FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire), CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle), GLH (Groupe de Libération Homosexuelle)... dans un premier temps.

40 ans, au cours desquels le SIDA est venu graver dans Notre Histoire une empreinte indélébile. Notre communauté fut soumise à

une importante stigmatisation (« cancer gay », « punition de Dieu »...) et à de trop nombreuses discriminations familiales, sociales... Dans la foulée apparaît une nouvelle forme de mobilisations associatives, autour nos droits, de revendications de santé publique, de droits sociaux, de droits du malade, et de nos identités...

40 ans, un DEVOIR DE MÉMOIRE pour chacun-e d'entre nous, une OBLIGATION de transmettre, partager, dialoguer entre générations pour connaître notre Histoire.

Bien sur des acquis importants jalonnent ces 40 années : dépénalisation de l'homosexualité en France en 1982 ; sa suppression par l'OMS de la liste des maladies mentales en 1991 ; PACS en 1999 ; mariage homo (Espagne, Pays-Bas, Norvège, Belgique, Suède) et adoption (une poignée de pays, où les législations diffèrent)...

Pourtant nous sommes bien loin du compte :

DROIT À LA MÉMOIRE !

Pendant trop longtemps à Rouen les associations locales de déportés et d'anciens combattants ont imposé leur vision discriminatoire de l'Histoire, excluant ainsi la possibilité de rendre hommage aux déportés homosexuels, assassinant ainsi une seconde fois près de 100 000 triangles roses en interdisant leur mémoire. Lorsque des discours laïcs sont prononcés, ils ne

permettent pas eux non plus cet hommage à égalité des autres victimes de la déportation. Nous restons en marge des commémorations officielles, y compris pour le dépôt de la gerbe, victimes encore aujourd'hui d'une discrimination liée à un système de légitimation et de cloisonnement des mémoires, au détriment d'une vision universelle de celles-ci.

À BAS L'HOMOPHOBIE !

La justice autorise, sous couvert de liberté d'expression, les propos homophobes du député UMP Vanneste qui affirme que l'homosexualité est « inférieure à l'hétérosexualité », ou bien que « c'est dangereux pour l'humanité ». C'est donc légitimer l'homophobie quotidienne :

→ **ICI...** Les agressions se multiplient ; le collectif Maires pour l'enfance - dont Franck Meyer, maire Modem de Sotteville-sous-le-Val, est l'un des fondateurs - s'oppose au mariage homo et à l'homoparentalité ; à Luneray près de Dieppe, un fleuriste se voit contraint de quitter sa ville et son commerce sous la pression homophobe des habitants...

→ **COMME AILLEURS !** Si 66 pays de tous les continents ont ratifié aux Nations Unies en 2008 la Déclaration des Droits Humains, soutenant les droits des personnes LGBTI, 7 pays punissent toujours les

activités homosexuelles par la peine de mort. Les actes homosexuels restent illégaux dans 80 autres.

En Afrique, des campagnes médiatiques homophobes répétées contraignent les homos à l'invisibilisation, et pour certain-e-s à l'exil. Tout récemment nous avons assisté à la profanation de la sépulture d'un activiste gay sénégalais.

Nous demandons l'application réelle du droit d'asile pour les victimes d'actes homophobes, nous nous opposons au durcissement raciste et démagogique des politiques d'immigration qui restreignent toujours plus l'accès au droit d'asile.

Dans le cadre des procédures de PACS, nous demandons que soient prise en compte la dimension de nos amours pour les couples binationaux, afin d'accéder aux autorisations de séjour et de travail, et le droit au visa pour les couples qui se constituent à l'étranger.

DROIT À LA SANTÉ !

Près de 30 ans de luttes contre le SIDA ont permis la promotion des outils de prévention, dont le préservatif. Nous condamnons les propos irresponsables du Pape sur l'usage de la capote. Nous manifestons nos inquiétudes face aux incidences de ce discours en terme d'épidémie sur les populations des continents, en particulier en Afrique.

Pour combattre l'épidémie de SIDA, il faut

une politique de Santé publique centrée sur la prévention, qui prenne en compte nos identités. Nous demandons un meilleur accès aux soins et aux médicaments et nous nous opposons aux réformes actuelles qui, dans une optique de gestion financière des soins, réduisent le nombre de soignants, ferment des hôpitaux, privatisent la santé, et font payer de plus en plus les patients.

DROIT À L'ÉGALITÉ RÉELLE !

Nous voulons être libres dans nos sexualités, nos choix, ou nos amours, être reconnu-e-s dans notre diversité, pour ne plus être des citoyen-ne-s au rabais. Nous exigeons l'**égalité des droits**, en terme de **mariage**, d'**homoparentalité**, de **procréation médicalement assistée**, d'**adoption**, de **filiation**. L'**égalité entre les différents statuts fiscaux** : couples mariés, pacsés, concubins, ou célibat. Mais au-delà des droits c'est tout un système, imposé dès le plus jeune âge par l'éducation et la pression sociale, dans la famille ou le milieu professionnel, qu'il faut remettre en cause. Un système que subissent violemment les trans, interdit-e-s de changer d'état civil à moins d'avoir subi une chirurgie génitale,

donc d'être stérilisé-e-s. Cette même vision binaire et essentialiste du genre conduit à la mutilation des personnes intersexes dès leur naissance pour les faire rentrer dans la norme. Contre cela nous demandons la dépathologisation des trans - et pas de simples effets d'annonce - ainsi que le **droit à disposer de son corps et à l'autodétermination !**

Nous voulons **briser les schémas qui nous sont imposés**, avoir la possibilité de s'en émanciper, sans craintes, sans préjugés, sans entrave. En couple ou non, seul-e ou à plusieurs, avec ou sans enfants... sans l'impératif de se définir, ni dans sa sexualité, ni dans son genre.